



## Compte rendu

### Réception en l'honneur du corps diplomatique africain

23 avril 2024, 18h30,  
Haus der Wirtschaft, Breite Str. 29, 10178 Berlin

#### Contexte

L'Allemagne souffre d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée en raison de l'évolution démographique. Il faudrait environ 500.000 nouveaux travailleurs qualifiés par an pour maintenir le système social allemand. L'immigration de nouveaux professionnels est donc encouragée par la sphère politique et l'économie, et les regards se tournent de plus en plus vers l'Afrique. Toutefois, la migration en provenance d'Afrique n'a joué jusqu'à présent qu'un rôle minime - moins de 5% de tous les immigrés en Allemagne, pays d'immigration, viennent du continent africain. Quel est donc le rôle des immigrés africains dans la migration de main-d'œuvre qualifiée vers l'Allemagne ?

Cette année, ce thème a été abordée lors de la réception en l'honneur du Corps diplomatique africain, la troisième du genre, à laquelle la Fondation Allemande pour l'Afrique (DAS) et l'Initiative de l'économie allemande pour l'Afrique subsaharienne (SAFRI) ont convié les participants le 23 avril 2024. Après les discours de bienvenue du Dr. Ilja Nothnagel, membre de la direction générale de la DIHK et de la Dr. Uschi Eid, présidente de la Deutsche Afrika Stiftung, S.E. Igor César, Ambassadeur de la République du Rwanda, Christoph Retzlaff, Chargé de mission pour l'Afrique subsaharienne et le Sahel au ministère allemand des Affaires étrangères, Dr. Christoph Hoffmann, député allemand et vice-président de la Commission de la Coopération Économique et du Développement, Edith Otiende-Lawani, cofondatrice et présidente de Giving Africa a New Face et Claudia Voss, directrice de l'Association Économique Germano-Africaine (Afrika-Verein), ont discuté des différentes situations démographiques et de la manière dont une situation profitable pour les deux parties pourrait être créée.

#### Points forts

- L'Allemagne a besoin d'une immigration de main-d'œuvre qualifiée, mais la potentielle main-d'œuvre qualifiée disponible sur le continent africain n'est guère valorisée jusqu'à présent. L'économie allemande, en particulier, devrait se rapprocher de ce potentiel et investir également dans leur formation initiale et continue.

#### Mots de bienvenue

##### **Dr Ilja Nothnagel**

Membre de la direction  
principale de la DIHK

##### **Dr Uschi Eid**

Président, Fondation Allemande  
pour l'Afrique

#### Discussion

##### **S.E. Igor César**

Ambassadeur de la République  
du Rwanda

##### **Christoph Retzlaff**

Directeur régional pour l'Afrique  
subsaharienne et le Sahel,  
Ministère des Affaires étrangères

##### **Dr Christoph Hoffmann**

Membre du Bundestag allemand

##### **Edith Otiende-Lawani**

Cofondatrice & Présidente du  
Département Juridique, Direction  
Exécutive de la Région de  
Bavière, GAaNF

##### **Claudia Voß**

Directrice Générale, Association  
Economique Germano-Africaine

#### Conclusion

##### **Marcus Schwenke**

Chef de département de la  
politique commerciale  
extérieure, de la promotion des  
importations et de la coopération  
au développement, BGA

#### Modération

##### **Sabine Odhiambo**

Secrétaire générale, Fondation  
Allemande pour l'Afrique



- L'Allemagne a besoin d'une véritable culture d'accueil, d'une réduction de la bureaucratie et d'une implication durable de la diaspora au sein de la sphère politique et de l'économie pour le recrutement de personnel qualifié.
- L'image dominante de l'Afrique en Allemagne constitue un obstacle au recrutement de personnel qualifié.
- Il ne faut pas qu'il y ait une fuite des cerveaux dans les pays d'origine, c'est-à-dire que les professionnels dont ces pays ont besoin ne doivent pas émigrer. L'objectif souhaité est une migration circulaire de la main-d'œuvre qualifiée, qui ne peut être rendue possible que par des investissements dans les pays d'origine dans le domaine de l'éducation et de l'économie locale et par le transfert de connaissances.

### **La bureaucratie allemande et le manque de culture de bienvenue comme obstacles**

Le continent africain dispose d'un énorme capital humain. Cependant, il existe plusieurs défis. Tous les pays d'origine ne disposent pas d'une infrastructure suffisante pour permettre aux personnes d'acquérir une formation et des qualifications adaptées au marché du travail. Outre la langue, la bureaucratie allemande constitue un autre obstacle. Il est souvent compliqué de faire reconnaître ses diplômes ou même d'obtenir un visa. Mais les administrations ne sont pas les seules à rendre l'immigration plus difficile. Pour inciter les professionnels à rester sur le long terme, il faudrait une véritable culture d'accueil dans la société allemande, qui donne à la diaspora le sentiment d'être souhaitée et acceptée durablement. La diaspora résidant déjà en Allemagne n'est pas non plus véritablement intégrée dans le développement d'une stratégie de recrutement de personnel qualifié. Il en résulte une perte d'expérience précieuse.

Entre-temps, le gouvernement fédéral a été invité à présenter ses intérêts de manière transparente et à les harmoniser avec ceux des pays africains. Seul un dialogue ouvert à ce sujet, qui prend en compte les deux parties de manière égale, sera durablement couronné de succès. Pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée en Allemagne, il faut donc plus qu'une simple loi sur l'immigration de main-d'œuvre qualifiée. Il faudrait créer des conditions-cadres appropriées, notamment en investissant dans les infrastructures de base dans les pays d'origine. Pour augmenter l'attractivité de l'Allemagne en tant que lieu d'implantation, la création de plus d'écoles de langues ou l'introduction de l'anglais comme deuxième langue officielle pourraient aider. Les participants se sont accordés sur la nécessité de réduire la bureaucratie dans notre pays et sur le fait qu'une image réaliste et différenciée de l'Afrique fait défaut à de nombreux endroits.

### **Accompagnement politique**

Une telle image de l'Afrique pourrait stimuler davantage l'intérêt déjà croissant à l'égard de l'économie allemande. Cependant, il faudrait ici aussi une politique d'accompagnement plus engagée, surtout dans le domaine de la protection des investissements des petites et moyennes entreprises. Laisser le problème de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée au seul secteur privé ne permettrait pas d'atteindre l'objectif. Au lieu de nombreuses petites initiatives, il faut développer une stratégie globale. Ce n'est que si la sphère politique prend les devants que les entreprises oseront elles aussi faire les investissements nécessaires. Il faut donc plus de courage et d'engagement de part et d'autre pour faire face durablement à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Il ne faut cependant pas oublier le besoin de main-d'œuvre qualifiée sur place, même si tous les secteurs



économiques ne peuvent actuellement pas absorber cette main-d'œuvre. Il ne faut donc pas qu'il y ait une fuite des cerveaux, c'est-à-dire un exode de la main-d'œuvre qualifiée nécessaire dans les pays d'origine eux-mêmes. Il faut continuer à travailler sur l'idée d'une migration circulaire, et pour ce faire, il est nécessaire de promouvoir les mêmes conditions de départ dans tous les pays par le transfert de connaissances, le renforcement des économies locales et les investissements déjà mentionnés dans la formation (initiale) de la nouvelle génération de travailleurs. La base pour cela serait des partenariats fiables et équilibrés au niveau bilatéral et multilatéral.

Les 180 participants issus du monde politique et économique ont profité de la réception organisée en l'honneur du Corps diplomatique africain dans ce but précis : renforcer les relations par un dialogue ouvert dans une atmosphère amicale entre les représentants des pays respectifs.